

## **Enquête France Universités sur les schémas directeurs DD&RSE, avec le soutien du réseau des VP TREES**

L'enquête conduite par France Universités avec le soutien du réseau VP TREES (vice-président(e)s en charge des transitions) met en évidence une généralisation rapide des schémas directeurs DD&RSE (Développement durable et Responsabilité sociétale) au sein des universités françaises : fin 2025, 90 % des universités répondantes sont engagées dans une telle démarche, majoritairement adoptée ou formalisée. Cette dynamique marque l'entrée du système universitaire dans une nouvelle phase, où la transition écologique et sociétale s'impose comme un enjeu stratégique central.

Les résultats révèlent toutefois des situations contrastées. Trois trajectoires se distinguent : des établissements en phase de structuration, d'autres en phase d'approfondissement, et des établissements pionniers. Le portage politique et l'implication des gouvernances apparaissent comme des facteurs déterminants de réussite, tout comme l'usage du référentiel d'auto-évaluation DD&RS comme outil de pilotage et d'amélioration continue.

Enfin, l'enquête met en lumière deux enjeux majeurs pour 2026 : la sécurisation des moyens humains et financiers nécessaires à la pérennité des démarches, et la territorialisation des schémas DD&RSE, identifiée comme un levier clé pour renforcer l'impact des universités sur les transitions écologiques et sociétales portées par les acteurs locaux.

### **Contexte : D'un cadre partagé à une phase de consolidation stratégique**

Depuis plus d'une décennie, les universités françaises se sont progressivement engagées dans des démarches de développement durable et de responsabilité sociétale. Longtemps volontaires, parfois expérimentales, ces dynamiques ont connu une accélération décisive à partir de juin 2023, lorsque le ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Espace (MESRE) a publié une note sur le [schéma directeur DD&RSE](#) des établissements d'enseignement supérieur et de recherche, au titre de « document stratégique transversal » (juin 2023).

L'enquête conduite par France Universités auprès de ses membres s'inscrit dans cette dynamique qui a été qualifiée d'« irréversible » par le MESRE (DGSIP et DGRI) lors de la journée du 10 décembre à Rennes.

### **Résultats et enseignements de l'enquête**

Avec 73 répondants, dont 66 universités -sur 74- et 7 écoles membres de la conférence, l'enquête révèle que **90 % des universités sont engagées dans un schéma directeur DD&RSE en décembre 2025**. Parmi celles-ci, 46 d'entre elles déclarent avoir « adopté » leur schéma, tandis que 20 l'ont « formalisé » ou mentionnent qu'il est « en cours de réalisation ». En janvier 2026 : le MESRE, en référence à sa plateforme Dialogue, annonce que 83 % des universités disposent désormais d'un schéma directeur DD&RSE.

Ces chiffres traduisent un changement d'échelle majeur : la transition écologique et sociétale n'est plus un sujet périphérique, mais un enjeu stratégique reconnu.

*Pour autant, cette généralisation n'induit pas à ce stade une totale homogénéité des situations et n'assure pas, pour certains répondants, une montée en puissance linéaire des démarches engagées. Le MESRE, s'appuyant sur le référentiel d'auto-évaluation DD&RS, a en effet demandé aux universités et à tous les établissements du supérieur de produire en un temps contraint des stratégies que certaines avaient construites sur plus de dix ans. Le passage d'une logique de volontariat à une logique d'incitation forte a permis une mobilisation rapide et collective des gouvernances et de leurs équipes, sans garantir la pérennisation des moyens humains et financiers associés au-delà de 2025.*

*Dès lors, la question centrale que pose l'enquête n'est plus celle de l'engagement, mais celle de la capacité collective du système universitaire à consolider, approfondir et identifier les leviers pour poursuivre les trajectoires engagées. Dans un contexte dynamique mêlé d'incertitudes, France Universités se positionne :*

- *En soutien de la structuration politique des schémas directeurs DD&RSE au travers de sa commission Territoires, Transitions et Responsabilité sociétale ;*
- *Au titre de partenaire des réseaux métiers, avec une attention forte portée à la mise en cohérence territoriale.*

## **1. La réussite des schémas directeurs DD&RSE repose sur une montée en maturité différenciée des établissements**

### **Des trajectoires d'engagement contrastées**

L'enquête met en évidence trois grandes trajectoires d'engagement, qui structurent la lecture des résultats du processus en cours :

- Des établissements en **phase d'engagement et de structuration**, récemment engagés, confrontés à des besoins forts de cadrage stratégique, de portage politique et de mobilisation de la communauté ;
- Des établissements en **phase d'approfondissement**, disposant déjà de démarches formalisées et cherchant à renforcer la cohérence, l'impact et l'opérationnalité de leur schéma directeur DD&RSE ;
- Des établissements **pionniers**, engagés de longue date, parfois labellisés DD&RS, qui jouent un rôle moteur au sein du système.

Ce processus d'appropriation, d'implication et d'intégration au sein de la stratégie d'établissement des enjeux DDRS reflète la diversité du paysage universitaire. Il appelle désormais à un **accompagnement différencié**, fondé sur les niveaux de maturité et les spécificités, plutôt que sur une approche uniforme.

## **2. Le rôle structurant du portage politique et de la gouvernance**

Les résultats de l'enquête sont sans ambiguïté : le **portage politique** constitue un facteur déterminant de réussite. Parmi les répondants, plus d'une présidence sur deux déclare une **implication directe de la gouvernance**, avec un rôle central des vice-présidences. Cet engagement est fortement corrélé à l'ancrage territorial de l'établissement. Les démarches les plus avancées sont celles où le schéma directeur est clairement articulé au projet d'établissement, aux autres schémas directeurs et au contrat d'objectifs de moyens et de performance (COMP).

À l'inverse, lorsque la gouvernance n'a pas encore adopté le schéma directeur, les raisons invoquées relèvent d'un besoin de temps pour cadrer la stratégie globale, mobiliser l'ensemble de la communauté et sécuriser les moyens, formaliser les premiers engagements, puis approfondir la démarche.

Cette enquête révèle la priorisation et l'intégration progressive de toutes les dimensions d'une stratégie de développement durable et un portage par la gouvernance.

**Les extractions de l'enquête montrent une montée en puissance notable de la thématique « stratégie et gouvernance » :**

- Élaboration et adoption de schémas directeurs intégrant l'ensemble des activités (formation, recherche, immobilier, politique sociale, achats, ancrage territorial) ;
- Mise en place de directions ou de services transversaux dédiés à la transformation socio-écologique ;
- Création de commissions, comités de pilotage et instances composés d'enseignants-rechercheurs, personnels et étudiants, associant acteurs socio-économiques et collectivités ;
- Adoption des orientations DD&RS par les conseils centraux.

Ces éléments confirment que la transition est progressivement intégrée aux mécanismes internes de pilotage des établissements.

## **3. Le référentiel et le label DD&RS, révélateurs de la transformation systémique**

Près de 60 % des établissements répondants sont engagés dans une démarche de labellisation DD&RS, 26 % sont déjà labellisés, dont 18 universités au 1<sup>er</sup> janvier 2026.

L'enquête montre que l'auto-évaluation via le référentiel DD&RS est un **outil structurant** permettant :

- D'objectiver les avancées et les marges de progression ;
- De renforcer la cohérence entre schémas directeurs, projets d'établissement et trajectoires de transformation en mobilisant les différents axes thématiques ;
- D'inscrire les démarches dans une logique d'amélioration continue ;
- D'aller vers une démarche de labellisation DD&RS.

Les établissements utilisent majoritairement le référentiel DD&RS d'auto-évaluation pour structurer en interne leur gouvernance, prioriser leurs actions et dialoguer avec leurs partenaires.

Le choix de la labellisation, nourri par l'auto-évaluation, se révèle de plus en plus être **un levier puissant de transformation** lorsqu'il est mobilisé comme un langage commun entre établissements, ministères et partenaires territoriaux.

#### 4. La pérennité des démarches DD&RSE dépend de la sécurisation des moyens humains et financiers

L'enquête met en lumière plusieurs points de vigilance et d'incertitudes :

- Près de la moitié des établissements ne disposent pas de moyens budgétaires pour porter les transformations nécessaires au DD&RSE ;
- Le non-renouvellement de contrats et la précarité des ETP (chargés de mission, ingénieurs pédagogiques) fragilise la mise en œuvre des schémas ;
- Les incertitudes liées aux COMP nouvelle formule renforcent les risques de non-pérennisation en situation budgétaire difficile et contrainte.

À l'inverse, les établissements disposant de moyens identifiés, lauréats d'appels à projet ou AMI et de fonctions pérennes affichent des démarches plus structurantes et plus robustes pour s'inscrire dans la durée.

France Universités répond à ces défis par une parole collective visant à inscrire durablement les enjeux DD&RSE dans les cadres de contractualisation, à renforcer la reconnaissance des fonctions associées et à favoriser des financements croisés, notamment territoriaux.

#### 5. La territorialisation des schémas DD&RSE constitue un levier décisif de transformation

L'enquête a porté une attention particulière aux enjeux de territoire, dans le contexte des élections municipales de 2026. Elle relève plusieurs points notables :

- **Une montée en puissance des dynamiques territoriales de transition portée par les présidences ;**
- **Une articulation des schémas directeurs DD&RSE avec les politiques locales** : Plan climat-air-énergie territorial, schémas régionaux d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires, stratégies d'innovation, emploi et compétences, R&D, projets co-portés avec les collectivités ;
- **Une intégration des missions DD&RSE** (formation, recherche, immobilier, politique sociale, achats, etc.) sous le prisme de l'ancre territorial ;
- **Une opportunité réelle pour nourrir et éclairer les politiques publiques locales en matière de transition écologique et sociétale** en lien avec la proximité géographique et institutionnelle avec les collectivités. Les cas pratiques mentionnés dans l'enquête par les établissements illustrent ce basculement : conventions pluriannuelles université-

métropole, gouvernances partagées, projets de recherche-action territorialisés, dispositifs de formation et d'innovation co-construits.

À titre d'exemple, France Universités relie les résultats de l'enquête à son projet de « PEEC territorialisé » qui s'inscrirait dans la dynamique des schémas directeurs DD&RSE visant à constituer un pool d'établissements pilotes pour initier ou poursuivre le déploiement de la démarche PEEC 2030 en concertation avec les collectivités territoriales.

#### Conclusion :

- L'enquête confirme une mise en œuvre volontariste des schémas directeurs DD&RSE et apporte un éclairage sur le potentiel des établissements d'enseignement supérieur et de recherche en matière de production et de diffusion des connaissances sur la transition environnementale, directement ancré dans les territoires.
- L'enquête met également en lumière le décalage entre les attentes fortes de l'Etat qui demande d'accélérer les transitions (de la formation de tous les étudiants à la TEDS à la décarbonation de l'ESR) et la capacité humaine et financière des universités à y répondre, au même titre que les acteurs publics d'autres secteurs, qui rappellent le besoin de s'inscrire dans une démarche progressive afin de capitaliser sur les retours d'expérience et de sécuriser le pilotage politique des démarches.

#### Quelques initiatives révélatrices des trajectoires engagées sur les territoires

L'Université de Bordeaux et Bordeaux Métropole ont signé en septembre 2025 une [convention pluriannuelle](#) pour co-construire une « ville apprenante » autour des transitions écologique, sociétales et démocratiques. Une équipe mixte université/métropole coordonne les projets et l'expertise partagée. Les collaborations portent sur des actions concrètes (mobilités, biodiversité, économie circulaire). Des événements réguliers tels que les [« Rencontres des transitions »](#) rassemblent scientifiques, collectivités et acteurs du territoire.

CY Cergy Paris Université s'inscrit ainsi comme [un partenaire](#) clé des entreprises, des collectivités et des institutions, en contribuant à la formation de futurs professionnels compétents et engagés. CY Cergy Paris Université est engagée dans des projets immobiliers ambitieux, reflétant une volonté de moderniser son patrimoine tout en consolidant son rôle en tant qu'acteur clé du territoire. Avec un budget de 117 millions d'euros au Contrat de Plan État-Région (CPER) 2021-2027, l'université construit et rénove ses bâtiments, en réponse aux besoins croissants de ses étudiants et chercheurs.

La Rochelle Université a établi plusieurs partenariats avec des collectivités locales pour renforcer l'innovation et l'entrepreneuriat. Ces partenariats incluent des collaborations avec des entreprises comme Valbiotis, qui a développé une substance active pour réduire le risque de diabète type 2, et avec Nestlé Health Science pour le développement et la commercialisation d'une solution innovante. La Rochelle Université s'engage également à améliorer l'impact environnemental de son campus en mettant en œuvre un projet de [Smart Campus – Territoire](#)

Zéro Carbone, qui implique de nombreux acteurs de l'université et du territoire. Il s'inscrit dans une stratégie plus large de transition écologique, sociale et numérique, appuyée sur la recherche, l'innovation, la formation et l'expérimentation pour répondre aux grands défis sociaux.

L'Université de Lille est engagée depuis plusieurs années dans des projets territoriaux avec les collectivités portant sur les transitions écologiques, l'innovation urbaine et le développement local. Plusieurs collaborations sont inscrites dans des contrats de site et des programmes métropolitains. Cette coopération s'appuie sur des laboratoires fortement impliqués dans la recherche territoriale.

L'Université de Haute-Alsace a instauré un comité de pilotage intégrant des représentants des collectivités, permettant un dialogue régulier et opérationnel. Cette gouvernance partagée favorise l'alignement politique et stratégique entre l'université et le territoire. Elle facilite la réalisation de projets communs à fort impact. La démarche renforce la cohérence des dynamiques locales.

Nantes Université est labellisée SAPS (« Science Avec et Pour la Société »), ce qui structure un ensemble d'actions de coopération avec les collectivités et les acteurs locaux. Le projet FORGER renforce la médiation scientifique, la participation citoyenne et la recherche-action territoriale. Plusieurs espaces d'échanges réguliers existent déjà avec les collectivités, facilitant le pilotage partagé. Cette dynamique permet d'aller plus loin dans l'expertise publique.

L'Université d'Orléans bénéficie du label « Agir Ensemble » (Association des villes universitaires de France), co-porté avec la Métropole d'Orléans et plusieurs acteurs locaux. Ce label soutient la mise en œuvre du schéma directeur DD&RSE via un plan d'actions annuel. Il renforce la mobilisation collective autour des enjeux de campus durable. Il apporte visibilité, coordination et reconnaissance institutionnelle.

L'Université de Tours mutualise plusieurs formations entre ses agents publics et collectivités pour favoriser la transformation durable du territoire. Elle active également des leviers tels que le financement de bourses CIFRE axées sur les transitions écologiques. Des actions communes sont déjà engagées autour des mobilités bas carbone. Cette collaboration contribue à renforcer les synergies territoriales.

L'Université de Lyon déploie sa stratégie scientifique, sur les sites de Lyon et de Saint-Étienne, qui a notamment pour ambition de contribuer à répondre aux grands enjeux scientifiques, technologiques, sociaux et environnementaux contemporains. Cette stratégie s'articule autour de deux objets : les instituts thématiques ont vocation à être transdisciplinaires (comme la santé, l'alimentation, les défis planétaires...) et les réseaux de coordination disciplinaire. Cette stratégie a également vocation à faciliter les liens avec les partenaires du territoire pour rendre lisible les travaux de recherche et offrir une porte d'entrée identifiée.



L’Université Clermont Auvergne a créé un [Club des Entreprises](#) qui a pour ambition de renforcer la collaboration entre le monde académique et socio-économique, en soutenant la professionnalisation et l’insertion des étudiants. Il vise à enrichir l’offre de formation de l’UCA, à partager compétences et ressources, et à contribuer au développement durable du territoire en favorisant la création de nouveaux projets et partenariats.

Avignon Université développe un [ancrage territorial](#) très fort : la présidence revendique un choix politique assumé d’une université ancrée sur son territoire et ouverte à l’international, et souligne que « *le niveau de dépendance de l’université au sein de son territoire est étroitement lié à la prise de conscience des partenaires sur son objet même.* » Avignon Université porte deux axes identitaires de recherche et de formation, dans les domaines des « agrosciences » et « Culture, Patrimoine, Sociétés numériques ».